



**HAL**  
open science

# Al Azhar, scène renouvelée de l’imaginaire religieux sur les routes de la migration africaine au Caire

Sophie Bava

► **To cite this version:**

Sophie Bava. Al Azhar, scène renouvelée de l’imaginaire religieux sur les routes de la migration africaine au Caire. *L’Année du Maghreb*, 2014. ird-02067989

**HAL Id: ird-02067989**

**<https://ird.hal.science/ird-02067989>**

Submitted on 14 Mar 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## Al Azhar, scène renouvelée de l'imaginaire religieux sur les routes de la migration africaine au Caire

Sophie Bava\*

Chaque année, quelques centaines d'étudiants quittent l'Afrique de l'Ouest, dotés d'une petite bourse et d'un billet d'avion, ou voyagent parfois par leurs propres moyens en prenant la route, pour se rendre à la célèbre université d'Al Azhar au Caire. Cette université millénaire<sup>1</sup>, associée à une tradition de mobilité des élites musulmanes entre l'Afrique subsaharienne et le monde arabe, exerce une attraction presque mythique sur les lettrés musulmans africains. Venir étudier à Al Azhar, c'est également l'opportunité pour quelques milliers d'étudiants africains de migrer dans des conditions qui, au premier abord, semblent favorables. Pourtant, ces étudiants africains, comme nous allons le voir, rencontrent de plus en plus de difficultés à obtenir rapidement leur diplôme puis, s'ils rentrent, à trouver un emploi dans leur pays d'origine, en dehors de l'enseignement dans les instituts arabes, medersas et les écoles franco-arabes. Parallèlement aux imaginaires et aux désirs d'ailleurs de ces étudiants, l'université Al Azhar connaît ces dernières années une perte légitimité dans le monde académique et a ainsi modifiée sa politique de recrutement en regard notamment de la concurrence avec les universités islamiques des pays de la péninsule arabique où l'offre d'enseignement est plus restreinte et

---

\* Socio-anthropologue, chargée de recherche au LPED-IRD-AMU.

1. Al Azhar est une université musulmane égyptienne. Située au Caire, l'université fut fondée en 973 et se développa à proximité de la mosquée d'al-Azhar construite à la même époque par Jawhar, général en chef des troupes fatimides. Reconstituée au xiv<sup>e</sup> siècle, l'université d'Al Azhar joua un rôle de premier plan dans l'enseignement du Coran et de la pensée islamique, acquérant très tôt la réputation d'arbitre de la pensée musulmane. Spécialisée dans l'étude de la théologie et des sciences juridiques, elle fut concurrencée dès le milieu du xix<sup>e</sup> siècle par des formules modernes d'enseignement, mais sut au xx<sup>e</sup> siècle recouvrer son prestige en adoptant d'importantes réformes. En 1930, ses collèges et ses instituts furent organisés selon trois chaires d'enseignement : la théologie islamique, la jurisprudence et la langue arabe. En 1961, une nouvelle réforme ( la 5<sup>ème</sup> depuis sa création) et sa nationalisation pas Nasser, s'organise autour de trois aspects : Une réforme du contenu de l'enseignement qui rend les langues étrangères obligatoires, ainsi que l'arithmétique, l'algèbre, la géographie et de nouvelles disciplines comme l'architecture, le droit ; une réforme de l'organisation de l'enseignement avec une séparation en 3 niveaux d'études (primaire, secondaire et supérieur) et la créations de nouvelles facultés et instituts (médecine, agronomie, commerce, polytechnique, etc.) ; ainsi qu'une réforme de la structure d'Al Azhar à travers la création d'un conseil d'administration, puis d'un conseil supérieur d'Al Azhar. (Luizard, 1995)

*L'Année du Maghreb*, n° 11, 2014, -

plus centrée sur les sciences religieuses qu'à Al Azhar mais qui proposent des conditions matérielles nettement plus décentes pour les étudiants étrangers. Si les réseaux de formation religieuse comme Al Azhar sont à l'origine de ces mobilités étudiantes et au final de migrations, la présence des étudiants africains sur les bancs de l'université redynamise aussi une institution en perte de vitesse qui, dans de nombreux cas, n'accueille plus que les étudiants que le système public a refusé (Luizard, 1995, p. 526). Les enquêtes menées depuis plusieurs années auprès des étudiants africains au Caire indiquent que leurs projets migratoires ont évolué et que leur installation en Égypte est aujourd'hui de plus en plus durable<sup>2</sup>. Les arabisants, ou les « intellectuels non europhones »<sup>3</sup> sont ainsi nombreux en Afrique de l'Ouest à être passés à Al Azhar ou à « avoir fait » l'Égypte comme ils le disent eux-mêmes, vivant parfois sur les traces du passé mais très vite rattrapés par une réalité migratoire difficile. Nous aborderons les trajectoires de ces élites musulmanes pour comprendre le rôle central que joue l'université d'Al Azhar au Caire dans la manière dont ces migrants bâtissent les représentations de leurs propres trajectoires et de l'imaginaire qui y est associé. En se rendant à Al Azhar, les étudiants africains ne marquent pas seulement une appartenance religieuse, ils expriment également leur adhésion à une culture arabe séculaire qui renvoie à leurs enseignements durant l'enfance mais aussi aux récits et épopées légendaires de leurs aînés, aux écrits inspirés des grands Cheikh-s et au-delà, au parcours du prophète.

## Les universités islamiques sur les routes du savoir et de la migration

Les universités islamiques historiquement reconnues pour leurs enseignements, comme la Zitouna, fondée en 734 à Tunis, la Qarawiyyin, fondée en 859 à Fès et Al Azhar, fondée en 969 au Caire, sont depuis des décennies mais à des degrés différents, des destinations convoitées par une certaine frange d'étudiants musulmans africains. De 1960 à nos jours les Africains représentent le quart des étudiants étrangers formés à Al-Azhar, après les Asiatiques qui constituent presque les trois quarts (Abaza, 1994). On recense près de 3 000

---

2. La recherche anthropologique sur laquelle s'appuie cet article a débuté en 2004 et s'appuie sur des matériaux ethnographiques : entretiens prolongés et répétés (une cinquantaine d'étudiants en Égypte et quelques-uns au Burkina Faso, ainsi que des diplomates, des professeurs, des acteurs religieux et des membres d'ONG d'origine confessionnelle), participation aux activités des migrants, suivis et reconstructions rétrospectives des parcours migratoires, professionnels et familiaux, analyse des itinéraires religieux, observation des pratiques religieuses. Ces outils qualitatifs ont été complétés par le recueil et l'analyse d'une base de données concernant l'ensemble des étudiants africains diplômés d'Al Azhar depuis 1962 que nous avons constitué avec Mamadou Youri-Sall, collègue statisticien de l'université de Saint-Louis au Sénégal, ainsi que par le recours à des méthodes permettant la spatialisation de certaines dynamiques socio-économiques : recension et cartographie des dispositifs religieux grâce à Julie Picard, post-doctorante au LISST à Toulouse. Ce travail a en partie pu être réalisé grâce au programme : *Instances religieuses ou d'origine confessionnelle sur les routes de la migration africaine* (ANR-09-JCJC-0126-01), que j'ai coordonné de 2009 à 2012.

3. La formule est de Ousmane Kane, qui désigne ainsi « les lettrés de tradition arabo-islamique que nous considérons comme intellectuels parce-qu'ils maîtrisent et formulent des revendications s'appuyant sur le langage politique de l'islam » (Kane, 2003, p.3)

étudiants originaires d'Afrique Subsaharienne en Égypte dont plus de 2 000 à l'université d'Al Azhar (Sall, 2009 et Bava, Sall, 2013).

Au siècle dernier l'université Al Azhar est devenue un symbole mais aussi une scène physique où les musulmans africains ont pu se projeter. La scène physique est celle du lieu et de son histoire, celle où les lettrés africains venant étudier les sciences islamiques et la culture arabe se rendent depuis des siècles, c'est à dire Le Caire où s'érige la célèbre université (Zeghal, 1996). Pour les Sénégalais rencontrés, l'Égypte est perçue comme la capitale culturelle du monde arabe. Les pèlerins africains qui se rendaient à La Mecque au cours des siècles précédents, passaient par Le Caire, et y ont progressivement développé des contacts avec l'université Al Azhar<sup>4</sup>. Dans l'Égypte du XIX<sup>e</sup> siècle, comme le note Pierre-Jean Luizard malgré la modernisation de l'enseignement supérieur calqué sur les institutions européennes, Al Azhar reste de très loin l'institution d'enseignement la plus attractive avec environ 120 000 étudiants en 1880 de l'élémentaire à la faculté et sur l'ensemble du territoire. La dernière phase de sa réforme et sa nationalisation en 1961 par le régime nassérien n'a fait qu'accroître les effectifs et en 1982 on comptait pas moins de 350 000 élèves et étudiants (Luizard, 1995, p. 525). Malgré cela, « elle ne peut concurrencer les universités nouvellement créées sur leur propre terrain (...) Al Azhar est passé d'unique centre d'enseignement en Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle à une institution presque marginale par rapport à un enseignement public qui, surtout depuis Nasser, s'est généralisé » (Luizard, 1995, p.526). Hors d'Égypte toutefois, la renommée d'Al Azhar par les grands hommes qu'elle a formés demeure. Ce circuit de formation Sud-Sud<sup>5</sup> est peu connu, peu étudié car il est souvent postulé que les étudiants africains sont plus attirés par la formation des pays du Nord. Pourtant de nombreux intellectuels sénégalais, hommes politiques, acteurs religieux, journalistes, professeurs d'universités et cadres administratifs, sont passés par l'Égypte et certains ont même enchaîné sur un troisième cycle en Europe lorsque les équivalences étaient encore possible, ce jusqu'aux années 1990. Afin de comprendre le parcours scolaire des étudiants sénégalais qui postulent à l'université à Al-Azhar nous allons revenir sur leur formation initiale.

Plusieurs périodes ont rythmé l'histoire de l'enseignement arabe au Sénégal. Pour les comprendre, il faut se référer à l'évolution du militantisme islamique dans le pays. En premier lieu et en réaction à la colonisation, des acteurs religieux se sont mobilisés dès les années 1930 pour défendre les droits civils des musulmans et plus particulièrement les fondements d'une éducation islamique réformée. Cette tradition a perduré autour d'intellectuels politisés, de leaders réformistes séduits dans les années 1980 par la révolution iranienne, de mouvements fondamentalistes proches des traditions islamiques portées et financées par les pays du Golfe ou enfin autour de leaders de groupes confrériques. Historiquement ces représentants et leurs prédécesseurs ont toujours

4. Hadrien Collet cite l'extrait d'un ouvrage d'Ibn Battûta (1304-1368) relatant le passage d'une caravane de Maliens au Caire en 1324. Il y évoque la figure de Moussa Moussa venant commercer en échange d'or en se rendant à La Mecque. « L'ouverture d'un canal idéal : l'axe Mali-Le Caire au XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle ». Communication dans le cadre du colloque du REAF, Bordeaux, 2014.

5. Se référer à l'ouvrage de Sylvie Mazzella (dir.) *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, IRMC-Karthala, 2009.

tissé d'étroites relations avec les centres musulmans du Maghreb, d'Égypte, d'Arabie, du Moyen-Orient et d'Extrême Orient (Gomez-Perez, 2005, 8, Kane, 2012). Si nous connaissons bien les parcours des étudiants arabisants des confréries mourides ou tidjanes issus des grandes familles maraboutiques et/ou commerçantes qui maîtrisent depuis longtemps les circuits de formations entre l'Afrique, le monde arabe et l'Europe (Bava, 2005), nous savons qu'ils n'ont pas été les seuls acteurs religieux de ces changements, de cette rupture avec l'ordre colonial pérennisée depuis les indépendances par les gouvernements en place<sup>6</sup>. Ces réformistes, comme l'Etat colonial les avait nommés, se sont battus pour ouvrir des écoles et se positionner pour une continuité culturelle, politique et solidaire avec le monde arabe. Ils ont créé des associations comme l'Union Culturelle Musulmane (UCM), l'Association musulmane des étudiants d'Afrique Noire, le Jama'atou Ibadou Rahmane (JIR), le Hisbut Tarquiyah pour les cadres mourides qui n'avaient pas de filiation biologique avec les cheikh-s de la confrérie (Bava, Gueye, 2001) ou encore plus récemment, l'Union des Sénégalais diplômés d'Égypte (USDE). Ces nouveaux acteurs qui ont réaffirmé leur légitimité par rapport au pouvoir politique en général mais également par rapport aux lignages confrériques établis, ont été un des moteurs des réformes de l'enseignement islamique au Sénégal. Outre ces acteurs religieux en lien avec les pays du monde arabe, les pays du Golfe et l'État sénégalais, d'autres acteurs internationaux comme des ONG se sont dès les années 1990 positionnés sur la question de l'enseignement religieux à l'école dans l'objectif de lutter contre la pauvreté, la mendicité et la déscolarisation des enfants (Lewandowski, 2011).

Les élèves sénégalais ont ainsi le choix aujourd'hui entre les daaras<sup>7</sup> classiques ou modernes, les écoles publiques où la langue arabe a été maintenue après l'indépendance et l'enseignement religieux introduit en 2002, c'est à dire les écoles dites franco-arabes fondées soit par l'État, soit par des notables religieux ou diplômés des universités du monde arabe<sup>8</sup>. Cependant toutes ces écoles ne sont pas reconnues et aidées par l'État sénégalais, « certaines sont soutenues par des associations islamiques sénégalaises ou internationales, des États étrangers des institutions comme l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO), et surtout des confréries » (Lewandowski, 2011, 11). Les étudiants sénégalais de l'université Al-Azhar ont été éduqués au sein de ces systèmes de formation dont certains, encadrés par des professeurs égyptiens d'Al-Azhar envoyés pour soutenir l'influence culturelle et économique de l'Égypte en Afrique, ont ouvert la voie à leur désir de migration estudiantine.

6. Pour les travaux sur la tidjaniya se référer à la récente thèse soutenue par Cheikh Niang (Niang, 2014) où il évoque avec précision les liens entre cette confrérie et le monde arabe et notamment la rencontre en Cheikh Ibrahim Niasse et Nasser.

7. Historiquement au Sénégal, les daaras étaient des institutions scolaires religieuses qui alliaient l'éducation religieuse et les travaux agricoles. Aujourd'hui les daaras modernes, reconnus depuis le gouvernement Wade, dispensent l'enseignement coranique et la culture islamique ainsi qu'un enseignement moderne scolaire classique.

8. « À la différence des écoles traditionnelles, les écoles franco-arabes dispensent un enseignement général en arabe, accompagné de cours en langue française d'un niveau élémentaire. Ces écoles délivrent des diplômes reconnus par l'État et dont les titulaires peuvent prétendre à un emploi le plus souvent comme instituteurs ou professeurs de collège enseignant l'arabe. » (Kane, 2003, 39).

En effet, à partir des années 1960 sous l'impulsion du président Nasser qui entreprend d'« agiter le drapeau de l'éveil de la communauté islamique » (Gomez-Perez, 2005, 17), cette migration étudiante se développe : « ... l'université d'Al Azhar était un des instruments de la politique du président Nasser. Le Raïs égyptien se voulait un leader du tiers-monde et cherchait à mobiliser le plus de sympathie possible dans le monde musulman et dans le tiers-monde en général » (Kane, 2003, p. 42). La position du président Nasser, qui fut à l'époque le fer de lance de sa politique d'ouverture économique vers les pays musulmans du tiers-monde, s'appuie sur la valorisation des « liens pluriséculars qui auraient uni Arabes et Africains et dont l'islam aurait été le ciment, avant d'être provisoirement occultés par la colonisation européenne » (Otayek, 1988). Dans cette optique de re-légitimation des relations Afrique-monde arabe, l'université Al Azhar représente pour les lettrés de tradition arabe, un espace séculaire de transmission du savoir et une des bornes indispensables reliant historiquement les itinéraires de diffusion de l'islam au sein du monde musulman africain. Pourtant l'université d'Al Azhar n'est plus à proprement parler une université islamique car outre ses facultés de sciences religieuses elle intègre depuis 1961, une vingtaine de facultés techniques et littéraires (Agronomie, médecine, architecture, langues et traductions, polytechnique, commerce, etc.) dites « facultés modernes ». À partir des années 1990, les azharis sénégalais<sup>9</sup> se voyant refuser les postes attendus dans l'administration lors de leur retour au pays ou encore l'accès aux troisièmes cycles en Europe, vont progressivement s'installer plus durablement au Caire (Bava, 2009).

Cette situation historique entre la transformation du système azhari et l'évolution du cursus pédagogique sénégalais dans un contexte politique tiers-mondiste de reformulation d'une culture africaine a légitimement alimenté ce circuit de migration « d'une élite musulmane sénégalaise » vers le Caire. Toutefois cette scène religieuse est aussi une scène symbolique et imaginée, quasiment une scène initiatique, dans la mobilité des étudiants Africains dans leur ensemble.

### **La circulation initiatique des étudiants Africains : savoirs et épreuves**

Étudier à l'étranger est également un moyen de « voyager », de « sortir » de son pays, « une chance » « un rêve » nous ont dit les étudiants avant de nous parler de leur quotidien plus rude. Avant de partir, ces étudiants ont souvent en tête le parcours d'un aîné, parent ou professeur, ayant fait ses études à Al Azhar mais nous pouvons proposer de les regrouper autour de quelques profils<sup>10</sup>. Certains, les mieux « nantis », ont déjà une histoire familiale de la migration étudiante et internationale. Ils sont favorisés et encadrés par leur entourage familial dans l'obtention de leur « visa étudiant » et bénéficient de réseaux d'entraide. Proches des élites administratives de leur pays ou des réseaux commerçants notables, ils croient à l'importance du cursus d'Al Azhar

9. Étudiants à l'université Al Azhar.

10. Bien entendu ces profils, établis à partir des entretiens que j'ai mené, ne sont pas exclusifs et sont souvent labiles.

dans la recherche d'un emploi au moment de leur retour au pays. Pour d'autres, Al Azhar est un choix quasi-généalogique. Ce sont généralement des étudiants qui sont déjà dans des réseaux religieux (tariqa, élites musulmanes) qui encouragent et appuient leur inscription, comme le sont les fils de cheikh-s et autres membres des familles maraboutiques. D'autres encore tentent de s'en sortir en partant étudier en Égypte. Ils ont des moyens économiques très limités et peu de réseaux économiques et sociaux dans le pays de départ et dans celui d'accueil. Al Azhar est une possibilité comme une autre de partir c'est pour eux véritablement une ressource pour tenter une nouvelle aventure.

L'importance des histoires familiales et de l'accompagnement dans la construction des parcours migratoires est une réalité sociologique qui n'est plus à vérifier. Pourtant au Caire les étudiants bénéficient peu ou pas de réseaux familiaux comme cela peut être le cas en Europe ou aux États-Unis. En Égypte, ils peuvent parfois retrouver un frère ou un cousin encore étudiants mais c'est plutôt chose rare. Toutefois ces étudiants, que ce soit pour prolonger une histoire familiale et ou religieuse, ou pour s'accorder une chance supplémentaire, ont un point commun : leur milieu d'origine soutient (moralement et souvent financièrement) leur migration. Pour les fils de Cheikh de lignées musulmanes, ou pour ceux issues des grandes familles commerçantes<sup>11</sup>, l'histoire se prolonge, mais pour les autres élèves, Al Azhar est un moyen comme un autre de partir étudier ailleurs. À la différence des universités publiques du monde arabe, le recrutement dans les universités à vocation religieuse, ne se fait pas via les États, ce sont les institutions elles mêmes qui mènent des campagnes de recrutement à l'étranger, soit par le biais du réseau des instituts arabes où enseignent parfois les cheikhs d'Al Azhar, soit par celui des ambassades égyptiennes, en proposant le voyage et une petite bourse à ceux qui réussissent le test. L'université Al Azhar a compris depuis longtemps l'importance du recrutement des étudiants étrangers pour entretenir son aura dans le monde musulman et permettre son développement (mission de Da'wa). Les responsables organisent annuellement des recrutements en Afrique et en Asie, mais de l'avis des étudiants les tests ne sont pas si difficiles et demeurent accessibles avec un bas niveau d'arabe. Certains d'entre eux réussissent le test alors qu'ils ne sont pas musulmans et se convertissent pour répondre à cette opportunité de départ<sup>12</sup>. Ce dispositif de recrutement à l'étranger permet de capter un public dans une université où la filière théologique est localement plutôt délaissée par les étudiants égyptiens et internationalement concurrencée par le développement des universités islamiques dans les pays du Golfe. Cette politique de recrutement n'emporte pas toujours l'adhésion des États africains. Leurs dirigeants ne voient pas forcément d'un bon œil ces formations religieuses appréhendant pour certains une montée de l'islamisme radical dans leur pays. Ainsi, quelques États, selon les propos des étudiants, ne donnent pas ou plus d'équivalences aux étudiants qui reviennent d'Al Azhar et surtout restreignent l'accès des azharis aux postes dans la fonction publique<sup>13</sup>. Cela pourrait en

11. Les sénégalais, les ivoiriens, les nigériens disent que leur communauté est présente à Al Azhar depuis les années 1950.

12. C'est le cas de quelques étudiants congolais interviewés au Caire.

13. Marie Miran cite le cas des étudiants en Côte d'Ivoire : « C'est dans ce contexte que la LIPCI fut créée, en juillet 1991, à Abidjan, par un groupe d'étudiants diplômés d'universités arabes

partie expliquer le fait que de nombreux azharis ne veulent plus rentrer dans leur pays. D'autres États comme le Niger, le Nigeria ou le Sénégal alimentent toujours cette filière d'enseignement et intègrent officiellement les licenciés dans leurs administrations et plus particulièrement dans l'enseignement.

### L'arrivée au Caire ou l'épreuve de la réalité

Les élèves, une fois arrivés, bénéficient d'une bourse de l'université : 90 Livres égyptiennes (LE)<sup>14</sup> par mois avec logement et nourriture en cité universitaire et 160 LE<sup>15</sup> si l'étudiant choisit de vivre à l'extérieur de la cité. Le maintien de la bourse est toujours conditionné aux résultats de l'élève. Cependant même si l'étudiant redouble il peut rester inscrit à l'université, ce qui lui permet de conserver son « séjour »<sup>16</sup> et d'être légal sur le territoire égyptien. Certains élèves sont bénéficiaires d'un « complément pays » ou bourse du pays d'origine qui varie de 30 à 50 € par mois, mais dont le paiement est souvent arbitraire et source de conflits réguliers avec les ambassades<sup>17</sup>, de l'aide familiale et parfois de l'aide de certaines ONG confessionnelles ou de fondations islamiques.

Une fois la bourse obtenue ils rejoignent en groupe le pays de destination. Des contingents de places leurs sont affrétés par l'administration d'Al Azhar, mais le premier contact avec le pays est délicat : « Dès qu'on est là on va casser le moral », nous dit Youssouf, un étudiant ivoirien. Mohamed, étudiant malien, explique : « Une fois arrivé en Égypte, le moral baisse parce qu'on est confronté à la dure réalité du terrain qui est diamétralement opposée à ce qu'on nous a fait miroiter avant notre arrivée. Et l'Égyptien lambda ne peut pas comprendre tout cela. Il a sa philosophie il dit : ' pourquoi ne pas retourner chez toi si l'Égypte est vraiment si dure ?' Alors que pour nous, c'est un défi. Une fois quitté le Pays, pas question d'y retourner avant d'atteindre le but qui nous a poussé de quitter le Pays, à savoir : la connaissance sous toutes ses formes »<sup>18</sup>.

En arrivant ils sont d'abord accueillis par leurs aînés, logés, blanchis et nourris dans un premier temps, plutôt long, avant la mise en place de la bourse et du logement. Ce sont les aînés et membres des associations qui vont les aider dans leur démarches d'intégration, leur prêter de l'argent, les rassurer et les orienter au niveau de l'administration égyptienne (université et ministère de l'immigration pour le visa), les rapprocher de leur ambassade mais aussi les guider dans la recherche d'un petit travail complémentaire et d'un logement hors de la cité des étudiants des pays islamiques, « medina el bu'ûth el islamia », dite « cité des Bu'ûth ». Quelques lycéennes et étudiantes sont également accueillies

---

(surtout saoudiennes), qui se trouvaient au chômage à leur retour au pays. Ces diplômés qui constituent le noyau des arabisants de Côte-d'Ivoire firent de l'arabe l'une des langues de travail de l'association. » (Miran, 2000).

14. Soit environs 11,5 € au taux de change actuel.

15. Soit environs 20 € au taux de change actuel.

16. Le titre de séjour est valable 1 an si on est boursier de l'université Al Azhar et renouvelable tous les 6 mois si on ne l'est pas.

17. Nous avons recensé plusieurs conflits avec les étudiants dans les ambassades ces dernières années, allant de la simple manifestation au recours à des actes de violence en direction du personnel de l'ambassade.

18. Entretiens réalisés au Caire en septembre 2008.



au sein de cette même cité universitaire mais dans les bâtiments réservés aux filles et beaucoup mieux gardés que ceux des hommes. Leur nombre est beaucoup plus restreint, soit moins de 10 % dans les cycles universitaires (Bava-Sall, 2013 et Bava, 2014). L'organisation sur place passe dans un premier temps par l'origine géographique des étudiants : associations des étudiants maliens, sénégalais, nigériens, burkinabés, congolais, guinéens, ivoiriens qui sont toutes représentées au sein de l'Union des Étudiants Africains, section de l'Union Africaine, qui peuvent défendre leur cause auprès des instances administratives et diplomatiques. À ce dispositif associatif, s'ajoute l'appartenance politique mais aussi religieuse des élèves. Certaines tariqa-s sont représentées au Caire et accueillent les étudiants. Les étudiants mourides et tidjanes ont leurs propres dahiras<sup>19</sup>, et la Tidjaniya joue aussi son rôle d'accueil. En effet, cette tariqa qui relie aujourd'hui tous les continents est très présente auprès des migrants ouest africains comme les Nigériens, les Nigériens, les Béninois, les Burkinabé et les Sénégalais accueillis au sein de la zâwiya du quartier cairote d'Al Hussein où se situe Al Azhar, trouvant conseil auprès du Cheikh Mohamed El Hafiz Tidjani et de sa famille que nous avons rencontré<sup>20</sup>. Dans le cadre de la Tidjaniya, certains étudiants, installés durablement au Caire, à qui l'on reconnaît une légitimité religieuse, deviennent tuteurs officiels de jeunes azharis. Leurs parents leur confient la gestion de l'argent et des documents administratifs ; ils leur confèrent une autorité, une sorte de droit d'aînesse sur leur enfant car certains arrivent très jeunes.

Les étudiants azharis se retrouvent confrontés à une réalité éloignée de l'image qu'ils se faisaient de leur migration estudiantine et ils s'organisent pour améliorer leur quotidien. L'importance du regroupement dans cet « exil » est proportionnelle à la quasi-impossibilité de se faire des amis égyptiens. Au Caire, les étudiants sont importunés et intègrent en permanence leur différence, la couleur de leur peau, dans leurs interactions<sup>21</sup> : parler le moins possible, se fondre dans la masse, pratiquer en respectant les habitudes religieuses égyptiennes et porter le foulard islamique pour les filles étudiantes ou rejoignantes<sup>22</sup>. Lors des entretiens et lorsqu'ils relatent leur histoire, les étudiants mobilisent des registres de vocabulaire faisant référence à l'univers symbolique religieux, autour des notions d'exil, de voyage, d'initiation, d'épreuves. Dans l'univers religieux, la notion de voyage renvoie à celles d'initiation et d'extase, et l'idéologie de l'exil est faite d'épreuves et de miracles, de parcours semés d'obstacles et de rites à accomplir. Dans ces conditions, leur mobilité, leur migration va parfois prendre le sens d'un voyage mystique et s'envelopper d'une épaisseur religieuse. Reconstruire le mythe de l'exil c'est en quelque sorte repartir symboliquement sur les traces de grands Cheikh-s comme Cheikh Ahmadou Bamba<sup>23</sup>, le fondateur du mouridisme en référence à l'exil du prophète Mahomet. Ces

19. Associations religieuses confrériques.

20. Une autre zawiya tidjane est implantée dans le quartier d'Imbaba.

21. Voir sur les étudiants Sénégalais au Maroc, Timera, 2011.

22. Terme utilisé dans le cas où les femmes rejoignent leur mari au Caire

23. Dans le mouridisme et principalement dans les textes de Cheikh Ahmadou Bamba, l'exil est présenté comme un bienfait. Cheikh Ahmadou Bamba, exilé lui aussi plus de dix ans, est sorti grandi de ces épreuves et son départ en exil est fêté chaque année, c'est la fête la plus importante dans la confrérie, le grand *magal* de Touba qui réunit des millions de personnes à Touba et dans chaque ville de migration.

constructions symboliques particulières émergent au regard des situations migratoires, mais également parce que dans l'islam soufi, l'exode volontaire ou contraint est une épreuve nécessaire à la réalisation du parcours de taalibé. L'exil, pour les musulmans, se construit en référence à celui de Médine qui dura dix ans et qui peut être envisagé comme un moyen de se ressourcer et de s'instruire. L'exil reste toutefois transitoire, sorte d'épreuve temporaire pour renforcer sa foi. Une philosophie du mérite accompagne l'acte d'exil qui est de fait réinterprété en ces termes dans le discours que les migrants tiennent sur leur propre migration.

Outre leur situation sociale très fragile en Égypte, la bourse d'Al Azhar ne leur permet pas de rentrer chez eux avant l'obtention de leur licence<sup>24</sup>. Les étudiants que nous avons interviewés ne sont généralement pas retournés dans leur famille depuis très longtemps, depuis près d'une décennie pour certains et encore plus pour d'autres, s'ils ne bénéficient pas de compléments pays ou « si personne ne nous fait de western »<sup>25</sup>, d'autant plus que le cursus d'Al Azhar est particulièrement long pour les étudiants africains.

### **Le défaut de choix des filières comme mode de discrimination**

L'université d'Al Azhar propose diverses filières d'enseignement supérieur (législation, ingénierie, commerce, langues et traduction, pédagogie, médecine, sociologie...) au sein des différentes facultés mais on observe dans nos enquêtes que les étudiants africains sont principalement (2 élèves sur 3) inscrits dans les facultés religieuses, (shari'a et loi, fondements de la religion et théologie, da'wa<sup>26</sup> et pédagogie). Est-ce un choix délibéré ou par défaut ? Les élèves boursiers d'Al Azhar pensent avoir le choix des filières, ce qui en première instance motive leur inscription, tout comme l'obtention de la bourse. Pourtant une fois arrivés ils ne sont pas acceptés dans les filières techniques. D'après Mamadou Youri Sall (2009, 2013), chercheur sénégalais et « ancien d'Égypte », l'écart s'est encore creusé entre les facultés depuis les années 1990, ce qui selon lui « peut être dû à l'application de la nouvelle politique d'Al Azhar consistant à ne plus accepter gratuitement les étrangers dans les facultés non fondamentalement islamiques ». De leur côté, certains responsables rappellent que l'inscription dans les facultés religieuses leur est précisé dès leur recrutement. Pourtant nombre d'entre eux dénoncent, au cours des entretiens que nous avons menés, des logiques de discrimination qui les éloigneraient des meilleures filières. La première de ces logiques dénoncée est celle concernant les équivalences : en effet, la majorité des étudiants rencontrés n'obtient pas d'équivalence entre le diplôme obtenu dans les instituts et écoles de leur pays et l'université Al Azhar. Pour la majorité des élèves qui ont suivi une formation dans un institut, même très réputé dans leur pays, Al Azhar ne dispensera pas d'équivalence et ils devront reprendre leurs études, dans le meilleur des cas au niveau du lycée et du collège, et parfois même en primaire. Répartis à leur arrivée après un petit

24. Les étudiants boursiers d'Al Azhar bénéficient d'un billet d'avion pour venir et d'un billet de retour après l'obtention de leur licence qui correspond à bac +4.

25. Expression utilisée par Stéphanie, étudiante congolaise, en référence au transfert d'argent par la famille via le Western Union. Entretien réalisé en mars 2009.

26. Appel à l'islam, prédication.

test d'une ou deux minutes seulement, les étudiants mettront en moyenne huit ans pour obtenir leur licence au lieu des quatre années du cycle initial ! Cet obstacle est aujourd'hui sans cesse soulevé par les élèves et leurs représentants à l'ambassade comme une des causes de leur installation au Caire.

Comme ils n'obtiennent pas les filières demandées et afin de mettre à profit leur migration, les étudiants azharis profitent de leur installation en Égypte pour s'inscrire dans des formations privées en informatique, communication ou encore management, soit pour compléter leur cursus, soit parce qu'ils ne croient plus à la valeur du diplôme d'Al Azhar sur le marché de l'emploi de leur pays d'origine, soit pour séjourner plus longtemps. Dans la dernière décennie les aînées ont encouragé et accompagné les nouveaux à perfectionner leur français et leur anglais en parallèle des cours et des formations privées. Ils ont intériorisé les désagréments rencontrés par les générations précédentes qui ont vu les possibilités d'emploi au retour sévèrement restreintes et les possibilités de poursuivre en troisième cycle en Europe, comme l'ont fait les étudiants des années 60 à la fin des années 90, devenues quasiment impossibles face au durcissement des politiques migratoires européennes à partir des années 2000 (Bredeloup, Pliez, 2006). Certains d'entre eux préparent les nouveaux avant le départ au sein des associations organisées dans leur pays comme nous dit Issa au Burkina Faso : « Dans notre bureau<sup>27</sup> on vient en aide à nos petits frères qui partent en Égypte pour ne pas qu'ils tombent dans les mêmes erreurs que nous et surtout on aide à renforcer la solidarité au moment du retour ».<sup>28</sup>

Dans ces conditions, la majeure partie des étudiants ouest-africains reste au-delà du temps imparti à leurs études à Al Azhar. Formellement ils peuvent conserver leur statut d'étudiant jusqu'à l'obtention de leur licence, le tout étant pour certains de repousser cette échéance s'ils désirent s'installer plus durablement en Égypte. Pour M. Joseph, chargé des affaires culturelles à l'ambassade du Burkina Faso au Caire : « Quand ils arrivent en Égypte, on leur fait miroiter des choses mais la réalité est différente. Maintenant leur diplôme ne leur permettant pas d'avoir un travail rémunérateur au pays, la tentation de rester est grande avec l'espoir de vivre mieux. Si bien que pour la plupart des étudiants qui viennent, très peu ont vraiment l'intention de rentrer au pays ». Si beaucoup des étudiants se disent de passage au Caire, celui-ci peut durer plus d'une décennie et pour cela ils vont reconstituer un ancrage à la marge de la société égyptienne.

## Des Bû'uth à la vie de quartier

Dans la mégapole cairote, nous observons une relative dispersion de l'installation des étudiants azharis dans la ville. Cette dispersion que nous pensons en premier lieu aléatoire, comme une manière de se fondre dans la ville pour se faire le moins remarquer possible, renvoie à plusieurs stratégies résidentielles, dont les motivations s'entrecroisent. Les nouveaux arrivants et ceux qui sont inscrits dans les filières théologiques s'installent en priorité à proximité de la cité des Bû'uth et de l'université historique d'Al Azhar dans

27. Association des Anciens d'Égypte.

28. Entretien avec Issa, Ouagadougou, 2010.

le quartier d'Al Hussein. A contrario, dans le quartier commerçant de Bulaq, nommé par les africains « capitale ivoirienne », l'ancienneté de l'installation a fait cité. La proximité est aussi un critère déterminant. Ceux qui sont inscrits dans des filières techniques se rapprochent de l'université moderne d'Al Azhar dans les quartiers périphériques de Madinat Nasr et El Hay el Asher ; d'autres optent pour les ressources spirituelles et économiques des quartiers de réfugiés soudanais de 'Ayn Shams et d'Al 'Abbassiya, autour de l'église du Sacré-Cœur. Enfin divers « bassins d'emploi » localisés, exercent un tropisme certain auprès des étudiants : marchés, zones franches, quartiers d'expatriés et d'ambassades de Medinet Nasr (El Hay el Asher), Maadi, (Maadi Hadayek et Kanadia), Dokki, Mohandissin, Pyramides.

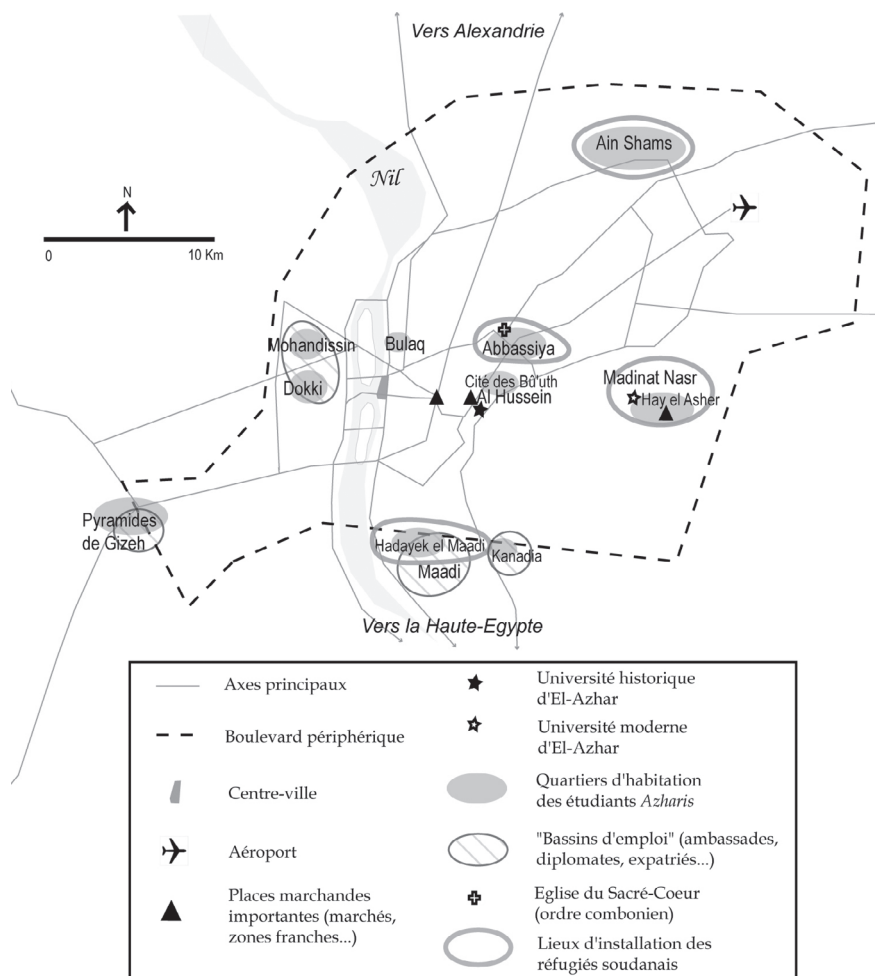
La majorité d'entre eux, par souci d'économie, partage un appartement avec des « compatriotes » de la même classe d'âge mais pas toujours de la même nationalité. D'autres vivent seuls ou encore avec leur femme et leurs enfants et choisissent alors de se rapprocher des bassins d'emploi. Malgré une visibilité réduite dans l'espace public, les étudiants africains et leurs aînés plus installés (anciens étudiants et diplomates), se retrouvent régulièrement pour les fêtes religieuses traditionnelles ou pour les mariages et les baptêmes et là dans ces espaces privés ou encore dans certains interstices urbains comme les « circuits »<sup>29</sup> ils peuvent continuer à faire vivre leurs différentes cultures.

### **Le maître, le médiateur, le prédicateur et le businessman : débouchés professionnels des diplômés africains d'Al Azhar**

À la fois contraints et déterminés à s'installer plus durablement au Caire les étudiants exercent de manière informelle dans quelques secteurs d'activités bien précis. Leurs principaux atouts professionnalisant sont les langues et notamment l'arabe et le français, certaines spécialisations scientifiques lorsqu'ils ont pu accéder à d'autres facultés au sein d'Al Azhar ou encore s'ils ont pu s'inscrire dans des instituts de formation privés, et l'islam et ses réseaux qui les font appartenir à une communauté morale internationale (Bava, Pliez, 2009). Une niche d'emploi s'est constituée pour ceux que l'on pourrait appeler les « étudiants intermédiaires » dans les ambassades, auprès des diplomates, des hommes d'affaires et de leurs familles pour les arabophones. Dans les ambassades africaines, certains sont chauffeurs et/ou interprètes mais ils peuvent aussi intégrer des postes administratifs grâce à leur maîtrise de l'arabe. Si dans le pays d'origine le pouvoir est loin, à l'étranger les diplomates sont souvent un port d'ancrage pour ces étudiants migrants et inversement. Certains d'entre eux trouveront, grâce au réseau diplomatique des postes dans les ambassades de pays arabes en Afrique ou encore dans leurs ambassades dans d'autres pays du monde arabe. Mais plus encore, ces réseaux servent de ressources pour les activités commerciales.

29. Les « circuits » au Cameroun sont des petits restaurants informels où l'on peut boire et manger. Au Caire ils sont situés dans des appartements mais doivent régulièrement déménager suite aux dénonciations des voisins égyptiens.

### Les stratégies résidentielles des Azharis au Caire



Réalisation : Julie Picard (juin 2009)

D'autres encore travaillent dans les familles des diplomates ou des expatriés francophones. Ils dispensent des cours aux enfants, sont embauchés comme hommes à tout faire, jardiniers, chauffeurs, femmes de service ou nurse pour les enfants. C'est notamment le cas pour les filles étudiantes au Caire ou les femmes d'étudiants qui trouvent un travail plus rémunérateur que leurs confrères ou maris grâce au réseau des ambassades, des expatriés et des églises. Ce créneau a d'ailleurs tendance à se masculiniser et les hommes sont de plus en plus nombreux à postuler sur des emplois domestiques. Diverses opportunités s'offrent également à ceux qui sont parfaitement francophones : emplois précaires dans les centres de téléphonie internationale délocalisés au Caire, dans l'industrie touristique, comme employés dans des magasins de papyrus et d'articles touristiques, dans les hôtels et restaurants. Depuis 2011, la

situation du tourisme est telle que la plupart ont perdu leur travail. Nous avons également rencontré des sportifs, des footballeurs venus rejoindre une équipe nationale qui rejetés ont ensuite tentés de reprendre leurs études (Raffaele Poli, 2004). Et enfin, certains s'insèrent à plus ou moins grande échelle dans des réseaux commerciaux transnationaux entre Dubaï, la chine et l'Afrique de l'Ouest.

Les étudiants ouest africains ayant suivi des études d'arabe avant de venir à l'université Al Azhar, maîtrisent parfois mal la langue française et surtout l'oublent après plusieurs années passées en Égypte. Pour Idriss un étudiant centrafricain au Caire depuis 1996, « La langue c'est très important chez nous. Si tu as le français on peut considérer ce que tu as fait, si tu n'as que l'arabe on dit que tu veux seulement être un imam ». S'ils n'ont pas complété leur formation azharie avec des cours de langue dans les centres culturels (aujourd'hui Institut français) ou dans des instituts privés, les débouchés professionnels s'en trouveront d'autant plus réduits. Pour ceux qui maîtrisent bien le français, la licence d'Al Azhar peut permettre de postuler en tant qu'enseignant dans le secondaire ou encore dans l'administration, mais cela dépend des pays, parfois il faudra repasser le concours. Ahmadou, étudiant malien est assez pessimiste sur les débouchés : « Avant c'était possible de rentrer dans le gouvernement, comme l'imam Koudouss président du CNI (conseil national musulman), qui travaille au ministère de la finance ou le Cheikh Fofana Abubakar président de la SIB (Société Ivoirienne de banque) qui a suivi les mêmes enseignements que nous, avant si tu étais un bon étudiant musulman tu avais ta chance, mais je crois que nos diplomates qui sont là ne savent pas tout cela... » ; alors que Moussa, étudiant burkinabé, plus dubitatif déclare : « D'un côté l'État burkinabé à raison car si on regarde la réalité les étudiants font des études que l'État n'a pas besoin, il a besoin de médecine, d'agriculture...et comme leurs parents sont musulmans ils font des études musulmanes mais les musulmans aussi ont besoin d'ingénieurs de médecin, mais les pays qui n'ont pas d'accords avec l'Égypte, leurs étudiants n'ont pas les meilleures sections d'Al Azhar ». D'autres encore s'investiront dans le milieu associatif musulman, soit comme prédicateurs ou fondateur de nouvelles associations religieuses à vocation sociale et/ou politique comme les ONG confessionnelles qui se multiplient depuis une vingtaine d'années sur le continent africain (Fourchard, Mary, Otayek, 2005, Soares and Otayek, 2007) et qui offrent quelques débouchés aux étudiants des universités arabes (Brégand, 2007, Miran, 2000). C'est le cas du Cheikh Mahamoudou Bandé qui a étudié en Égypte et en Arabie Saoudite et qui s'est imposé Cheikh au Burkina Faso ou encore du Cheikh Doukouré et de son frère<sup>30</sup>, issus d'une famille confrérique du Burkina Faso, qui ont ouvert une université islamique à Ouaga 2000 et de nombreuses médersas au Burkina. Ces anciens étudiants des pays arabes peuvent être considérés comme représentants d'une nouvelle génération de Cheikh religieux pour qui la formation arabisante est un atout et qui s'imposent dans les décisions politiques (Vitale, 2009).

30. Entretien avec Ami Doukouré qui a fait ses études au Caire, frère du Cheick Boubacar Doukouré qui a fait ses études en Arabie Saoudite, Cheikh de la Tijāniyya Hamawiyya dont la zawiya est établie dans le quartier Hamdallaye à Ouagadougou et qui est également président du Conseil exécutif de l'Organisation islamique pour l'éducation, la culture, la science et la communication (ISESCO), Ouagadougou et conseiller aux affaires islamiques du président du Faso. 2010.

Malgré ces quelques trajectoires de réussite évoquées et les débouchés de certains d'entre eux, le modèle du musulman lettré ayant suivi des études arabes et réussissant dans les affaires, voire même dans la politique au niveau de son pays, paraît souvent inaccessible aux étudiants azharis qui ne prétendent pas déjà à un appui de la part de certaines autorités religieuses, économiques ou politiques de leur pays. Le retour est alors beaucoup plus difficile

### **Un retour au pays difficile entre épreuves quotidiennes et représentations de soi**

Comme pour le pèlerinage, leur retour de cette illustre université du monde arabe est censé être revêtu de prestige. Il est pourtant décrit comme un parcours semé d'embûches et interprété, à l'image de l'arrivée au Caire, comme la poursuite d'un parcours initiatique. On pourrait parler d'une véritable « circulation initiatique » (Cheikh Gueye, 2011) lorsqu'on analyse les récits des étudiants africains qui se rendent à l'université Al Azhar ou dans les autres universités islamiques du monde arabe (Khartoum, Médine, Tripoli, Syrie, Koweïth...). Passé le temps de l'initiation, quand l'étudiant quitte sa famille, arrive au Caire, retrouve ses aînés, ses compatriotes, découvre la légendaire université d'Al Azhar, passé cette période où l'élève part sur les traces des grands savants, retrouve tous les lieux mythiques dont il a entendu parler durant son cursus, dans les ouvrages ou par les professeurs Égyptiens de passage au Sénégal. Passé ce temps là il faut entrer dans la dure réalité de la vie au Caire en tant qu'étudiant Africain et commencer à lutter pour faire reconnaître ses diplômes, réclamer sa bourse, vivre sans trop de ressources loin de sa famille, comme nous avons pu le montrer.

Ces étudiants qui défrichent d'autres territoires du savoir pour tenter de devenir des passeurs de culture et de religion connaissent à leur retour des parcours jalonnés de difficultés tant professionnelles que personnelles<sup>31</sup>. Mais pour eux, éduqués dans la religion, ces étapes renvoient de façon symbolique aux parcours initiatiques des grands cheikh-s de leurs pays, et à l'instar de ceux-ci ils passeront ces épreuves qui doivent les conduire à la connaissance religieuse. Les étudiants sénégalais sont tout particulièrement sensibles à cette dimension transnationale du savoir, et à l'image des cheikh-s mourides ou Tidjanes ils entendent continuer la route. La vocation universaliste des mouvements religieux auxquels ils contribuent donne du sens à leurs parcours migratoires.

Nous allons maintenant illustrer ce paragraphe en reproduisant les extraits d'un texte écrit par Mamadou Bara Samb, paru dans la revue des étudiants Sénégalais au Caire *Sawtou Rabita*<sup>32</sup>. Cet article qui relate le désarroi d'un étudiant Sénégalais à l'université d'Al Azhar parle de lui-même. Il s'intitule : « Quand le silence devient un tort » :

31. Se référer également à l'article de Sylvie Bredeloup dans ce même numéro.

32. *Sawtou Rabita*, Revue culturelle publiée par la ligue nationale des étudiants sénégalais en Égypte, n° 25, Avril 2008.

### Du rêve à l'humiliation: parcours d'un étudiant sénégalais en Égypte

« ... j'ai décidé de prendre ma plume pour extérioriser ce qui se trame dans ma tête et mettre en évidence l'injustice qui entoure la vie de tout étudiant arabisant, de l'élémentaire jusqu'à la fin de ses études. Une injustice encouragée par le silence et la passivité à tous les niveaux. »

Le parcours autobiographique de ce jeune homme évoque les raisons qui ont poussé ses parents à l'inscrire à l'école coranique :

« une injustice encouragée par le silence des parents à cause de la petitesse de la somme mensuelle qu'ils devaient au Mu alim ou plutôt l'inexistence d'un autre choix ne voyant pas l'école française comme adéquat pour l'éducation et l'instruction qu'il souhaitaient pour leurs enfants(...) »,

Les conditions dans lesquelles le maître a décidé de son orientation :

« Alors il va à la recherche d'une candidature libre pour son élève à l'une des innombrables écoles et institutions arabes où chacune fabrique ses propres diplômes et organise ses propres examens (...).Chacune suivant un courant idéologique religieux dicté par l'institution qui la finance ».

Son père ne sait où l'inscrire après son certificat d'études. Il continue ainsi jusqu'au Baccalauréat

« et le voyage s'arrête n'ayant pas une université qui pourrait l'accepter. (...) Il se demande qu'elle était l'utilité des diplômes qu'il a décroché sinon la fierté qu'à ressenti son père lors de leur obtention et la beauté qu'il dégageait en décorant, comme les meubles, la grande salle de la maison. »

Puis ce jeune découvre avec surprise

« qu'il vient d'être sélectionné parmi tant d'autres pour effectuer le voyage dans les pays arabes. »

De surprise en surprise il arrive enfin en Égypte.

« Il descend enfin sur le sol étranger et ainsi commence une nouvelle vie tourmentée par des difficultés, des obstacles et pleine de surprises : la non reconnaissance de ses diplômes déjà obtenus lui valant plusieurs années de retard sinon plusieurs cycles, l'inexistence des filières qu'il envisageait de suivre étant obligé de se contenter du choix fait par l'institution qui l'a boursié, la dureté de la vie dans une société et une culture très différentes de ce qu'il imaginait, et enfin la non suffisance de ses moyens matériels pour lui garantir une vie digne et confortable. »

Ainsi il continue et comme tous les autres étudiants que nous avons rencontrés pendant ces années en Égypte nous pouvons noter le décalage entre cette vie imaginée au sein d'une des plus grandes et prestigieuses universités du monde arabe et la réalité de ces étudiants confrontés à toutes formes d'injustices. Cependant la « communauté imaginée » existe bel et bien, créée par cet ensemble d'étudiants aux destins bouleversés. Ainsi ils s'épaulent, s'échangent conseils, cours, opportunités de travail et de formation, appartements et convivialité. Pour notre étudiant :

« Son temps sera donc consacré à ses cours réguliers à la fac, les formations de métier et de langues dans les institutions privées et le travail pour le gagne pain. Et tout cela dans une société qui le comprenait à peine et des fois avait du mal à l'accepter. »



Son diplôme obtenu il décide de retourner dans son pays car comme une majorité de ses compatriotes les retours au pays sont rares. En effet les boursiers d'Al Azhar n'ont que l'aller et le retour financés s'ils obtiennent leur licence.

« Il retrouve enfin sa patrie qui lui avait tant manquée avec une valise remplie de diplômes et de certifications censés lui offrir une vie de confort après tant d'années de souffrance. Mais la chance ne semble pas vouloir lui sourire. Certes il est qualifié, mais il l'est en arabe et ne pourra donc pas bénéficier de la merci des employeurs ni de la confiance des gouvernants. Il avait donc effectué le tour du monde pour enfin aller nulle part. »<sup>33</sup>

La colère de cet étudiant qui se définit comme un « tsunami arabisant qui veut remettre les pendules à l'heure pour réformer une société qui n'a pas su bénéficier de la diversité de leurs composantes et de ses compétences... » en rappelle beaucoup d'autres. Il fait désormais partie de ces multi-diplômés, qui aujourd'hui revendiquent une existence dans leur société d'origine, veulent travailler et être reconnus pour leurs compétences.

### **Conclusion : Al Azhar une institution religieuse revivifiée par les migrants africains**

Au Caire, l'étude des parcours des étudiants africains à l'université d'Al Azhar nous a permis de comprendre dans le temps la constance et la teneur de cette migration étudiante qui, des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, n'a cessé de croître. D'année en année un réseau de formation religieuse entre l'Afrique de l'Ouest et le monde arabe s'est mis en place et l'Égypte fut l'une des toutes premières étapes. D'une part les réseaux de formation religieuse font migrer, permettent de partir de chez soi, d'autre part ils relient différents pays dans le monde, et c'est ainsi que les maîtres égyptiens d'Al Azhar enseignent sur tous les continents<sup>34</sup> où ils font connaître l'Égypte. Pourtant s'il y a quelques décennies, Al Azhar constituait un espace ressource et un tremplin dans les carrières des étudiants, aujourd'hui les étudiants ont de plus en plus de mal à trouver une inscription en troisième cycle dans les pays du Nord, et ils ont également de moins en moins de possibilités d'emploi à leur retour au pays. Par contre le statut d'étudiant azhari mais aussi le fait de migrer en Égypte peut être « rentable » sur la longue durée, en permettant à certains d'entre eux de s'installer et de travailler, fût-ce informellement, en Égypte ou dans des réseaux commerciaux reliant le Moyen Orient à l'Afrique (Bava, Pliez, 2009).

Cette étude nous montre également qu'Al Azhar, de part ses réseaux d'enseignement que l'Université développe en Afrique, est une institution qui prend place dans la structuration des routes de la migration africaine. En les recrutant, elle permet à des jeunes de venir étudier en Égypte, mais par l'offre de formation de plus en plus restreinte et le peu de débouchés des formations religieuses en Afrique subsaharienne, elle encourage aussi involontairement

33. Mamadou Bara Samb, *Sawtou rabita*, revue culturelle publiée par la Ligue nationale des étudiants sénégalais en Égypte, n°25, avril 2008.

34. Régis Minvielle dans le cadre du programme de l'ANR MIGRELI que j'ai coordonné, montre le rôle des maîtres égyptiens dans la formation des imams en Argentine.

une migration étudiante durable au Caire. La figure de l'étudiant religieux dans le monde arabe n'a donc pas attendu le *xxi*<sup>e</sup> siècle pour émerger mais elle est devenue en quelque temps une nouvelle figure de la migration africaine.

Ce que l'on découvre également c'est que l'histoire de chacun de ces migrants, les itinéraires empruntés, les difficultés rencontrées gomme aussi les différences et engendrent une solidarité entre ces jeunes qui en fait une communauté de circonstance, une communauté d'itinérance (Escoffier, 2009) qui, aujourd'hui, fait sens après cinquante ans d'histoire migratoire en Égypte et leur faisant revendiquer une reconnaissance dans leur pays d'origine. Ces anciens et nouveaux étudiants s'organisent autour d'un espace signifiant, qui renvoie à leur histoire, leur culture arabe, francophone et africaine, et à leurs imaginaires religieux musulmans mobilisés autour des notions d'exil, d'épreuves et de miracles, construits depuis l'enfance et mis à l'épreuve en Égypte. Aujourd'hui « le capital religieux scolairement certifié » en Égypte, comme le nommait Ousmane Kane (2002), ne suffit plus mais des changements s'opèrent dans la société sénégalaise ou l'on peut observer l'émergence de cette « contre élite » dans le temps (Bakary Sambé, 2013). Certains « anciens » parmi les étudiants d'un cursus égyptien ont aujourd'hui des postes importants à la présidence, dans les médias et bien sûr dans les mondes économiques et religieux. Appréciés, ils semblent être porteurs d'une éthique que certains auraient perdue (Gueye, Seck, 2011) et même si les parcours évoqués renvoient à une réalité pour le moins préoccupante, les arabisants ne sont pas seulement une communauté imaginée et abandonnée à elle-même. Ils font sens, partagent un espace de sens bien ancré dans la société sénégalaise et s'inscrivent désormais sur une scène politique.

## Bibliographie

- ABAZA Mona, 1994, *Islamic education, Perceptions and exchanges: indonesian Students in Cairo*, Paris EHESS.
- BARA SAMB Mamadou, 2008, « Quand le silence devient un tort ! », *Sawtou Rabita*, revue culturelle publiée par la Ligue nationale des étudiants sénégalais en Égypte, n°25 et également en ligne : <http://www.arabisants.org>
- BAVA Sophie, à paraître 2014, « La saison des femmes. Parcours de femmes africaines au Caire », in M. GOMEZ-PEREZ (dir.), *Femmes, genre et génération en Afrique subsaharienne : vers de nouveaux défis*, Paris, Karthala.
- , 2011, « Les étudiants africains d'Al Azhar au Caire : entre mobilité traditionnelle et nouveaux projets migratoires », in M. LECLERC-OLIVE, G. SCARFÒ GHELLAB, A.-C. WAGNER (dir.), *Les mondes universitaires face aux logiques du marché : circulation des savoirs et pratiques des acteurs*, Paris, Karthala, p. 107-120.
- , 2009, « Être étudiant africain à Alger et au Caire au seuil du troisième millénaire », in Sylvie MAZZELLA (dir.), *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, IRMC-Karthala : p.347-360.
- , 2005, « Le dahira, lieu de pouvoir et d'émergence de nouvelles élites au sein du mouridisme », in M. GOMEZ-PEREZ (dir.), *L'islam politique au Sud du Sahara. Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, p.159-175.

- Bava Sophie, PLIEZ Olivier, 2009, « D'Al Azhar à l'économie de bazar. Itinéraires socio-économiques des « élites musulmanes » africaines au Caire », *Afrique Contemporaine*, 3, 231, p. 187-207.
- BAVA Sophie, SALL Mamadou-Youri, 2013, « Quête de savoir, quête d'espoir ? L'étrange destin des étudiants azharis Sénégalais en Égypte », in M-C DIOP (dir.), *Sénégal (2000-2012). Les institutions et politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale*, Paris, CRES-Karthala, p.541-562.
- BREDELOUP Sylvie, 2014, *La migration d'aventure, terrains africains*, éd. du CTHS.
- BREDELOUP Sylvie, PLIEZ Olivier (dir.), 2005, « Migrations entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, n°36.
- BRÉGAND Denise, 2007, « Muslim reformists and the State in Benin », in SOARES Benjamin et OTAYEK René (dir.), *Islam and Muslim Politics in Africa*, New York, Palgrave/Macmillan, p. 121-137.
- ESCOFFIER Claire, 2009, « Transmigrations et communautés d'itinérances au Maghreb », in BENZAÂD A. (dir.), *Le Maghreb à l'épreuve des migrations subsahariennes. Immigration sur émigration*, Paris, Karthala, p.43-62.
- FOURCHARD Laurent, MARY André, OTAYEK René (dir.), 2005, *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala-IFRA, coll. « Hommes et Sociétés ».
- GERVASONI Olivia, GUËYE Cheikh (dir.), 2005, « La confrérie mouride au centre de la vie politique sénégalais : le « sopi » inaugure-t-il un nouveau paradigme ? », in M. GOMEZ-PEREZ (dir.), *L'islam politique au Sud du Sahara. Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, p.621-639.
- GOMEZ-PEREZ Muriel, 1991, « Associations islamiques à Dakar », *Islam et sociétés au Sud du Sahara*, 5, p. 5-20.
- , 2005, « Introduction », in M. GOMEZ-PEREZ (dir.), *L'islam politique au Sud du Sahara. Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, p. 7-26.
- , 2005, « Généalogie de l'islam réformiste au Sénégal des années 1950 à nos jours : figures, savoirs, réseaux », in L. FOURCHARD, A. MARY, R. OTAYEK (dir.), *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris, IFRA-Karthala, p. 193-222.
- GRÉGOIRE Emmanuel, LABAZÉE Pascal (dir.), 1993, *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala/ORTOM.
- GUEYE Cheikh, SECK Abdourahmane (dir.), 2011, « Islam et politique au Sénégal : logique d'articulation et de co-production », in Mayke KAAG (dir.), *Islam et engagement au Sénégal*, p. 13-43.
- KANE Ousmane, 2012, « L'"Islamisme" d'hier et d'aujourd'hui. Quelques enseignements de l'Afrique de l'Ouest », *Cahiers d'études Africaines*, p. 545-574.
- , 2003, *Intellectuels non europhones*, Dakar, Codesria, Document de travail du Codesria, 71 p.
- KANE Ousmane, TRIAUD Jean-Louis (dir.), 1999, *Islam et islamismes au sud du Sahara*, Paris, IREMAM-Karthala-MSH.
- LEWANDOWSKI Sophie, 2011, « Politiques de lutte contre la pauvreté et inégalités scolaires à Dakar : vers un éclatement des normes éducatives ? », in

- HENAFF Nolwen et LANGE Marie-France (dir.), « Inégalités scolaires au Sud », *Autrepart*, 59, p. 37-56.
- LOIMEIR Roman, 2005, « De la dynamique locale des réformismes musulmans. Études biographiques (Sénégal, Nigeria et Afrique de l'Est », in M. GOMEZ-PEREZ (dir.), *L'islam politique au Sud du Sahara. Identités discours et enjeux*, Paris, Karthala : 29-47.
- , 1994, « Cheikh Touré. Du réformisme à l'islamisme, un musulman Sénégalais dans le siècle », *Islam et sociétés au Sud du Sahara*, n° 8, p. 55-66.
- LUIZARD Pierre-Jean, 1995, « Al Azhar, institution sunnite réformée », in A. ROUSSILLON (dir.), *Entre réforme sociale et mouvement nationale*, CEDEJ-Égypte/Soudan, p.519-548.
- MATTES Hanspetter, 1993, « La Da'wa libyenne le Coran et le livre vert », in OTAYEK René (dir.), *Le radicalisme islamique au Sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'occident*, Paris, Karthala, p. 35-73.
- MAZZELLA Sylvie (dir.), 2009, *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, IRMC-Karthala.
- MIRAN Marie, 2000, « Vers un nouveau prosélytisme islamique en Côte d'Ivoire : une révolution discrète », *Autrepart*, n° 16, p. 139-160.
- NDIAYE Marie, 1982, *L'enseignement arabo-islamique au Sénégal*, Dakar, université de Dakar, Thèse 3<sup>e</sup> cycle.
- NIANG Cheikh, 2014, *Le transnational pour argument : socio-anthropologie historique du mouvement confrérique Tidjane de Cheikh Ibrahim Niasse (Sénégal, Niger, Nigéria)*, thèse de doctorat, Toulouse.
- OTAYEK René, 1988, « L'Islam dans son miroir ou comment des journaux égyptiens voient l'islam en Afrique noire », *Politique africaine*, 30, p. 32-49.
- (dir.), 1993, *Le radicalisme islamique au sud du Sahara : da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala.
- RAINEAU Thomas, 2007, « Des tableaux noirs à l'ombre du minbar. La réforme de l'université d'al-Azhar (1895-1913) », *Cahiers de la méditerranée*, n°75, « Islam et éducation au temps des réformes », p.90-104.
- SALL Mamadou-Youri, 2009, *Al-Azhar d'Égypte, l'autre institution d'enseignement des Sénégalais. Indicateurs statistiques, Contributions explicatives et base de données*, Le Caire, éditions dar El ittihaad.
- SAMBÉ Bakary, 2013, *Les arabisants sénégalais : Émergence d'une contre-élite et reconfiguration du champ politico-religieux*, [http://www.arabisants.org/Elite\\_ContreElite.pdf](http://www.arabisants.org/Elite_ContreElite.pdf)
- TIMÉRA Mahamet, 2011, « La religion en partage, la « couleur » et l'origine comme frontière. les migrants Sénégalais au Maroc », *Cahiers d'Études Africaines*, n° 201, p. 145-167.
- VITALE Mara, 2009, « Économie morale, islam et pouvoir charismatique au Burkina Faso », *Afrique Contemporaine*, 3, 231, p.229-243.
- ZEGHAL Malika, 1996, *Gardiens de l'Islam. Les oulémas d'Al Azhar dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Presses de Sciences-Po.

